



Armina Knibbe
au Ca Réseau Cohérence

URGENCE CLIMATIQUE et ...

Bilan carbone de l'opération militaire contre la ZAD ?

Bilan carbone de la ZAD ? !

Biens publics, Bien privés, Biens communs...

Au moment où 15 000 scientifiques nous alertent sur la situation du climat..etc. Où le livre « Pour éviter le chaos climatique et financier de Jouzel et Larrouturou », nous ouvre une perspective européenne avec un budget européen pour la transition...

Nous voilà dans un moment complètement chaotique. Un moment où l'Etat de Droit n'est pas garanti. Ce choix politique d'une force militaire pour une évacuation et destruction très violente à la Zad Nddl entre autre, nie totalement les générations futures, nie totalement les enjeux climatiques, renie l'Accord de Paris.

Il me faut continuer à penser, après ces grenades de toutes sortes à la Zad ... il me faut trouver les mots justes à la mesure de la violence déployée pour reconstruire ma citoyenneté au monde, voici quelques propos et propositions à partager ...

• Bilan carbone de l'opération militaire à la Zad NDDL !

Chacun de nous, les territoires et l'Etat se doivent pourtant de réduire chaque année le bilan carbone de 10 % .

Depuis des semaines se préparent dans des bureaux, une armée de 2500 « robocops » avec blindés, bombes diverses, tout cela a un très très mauvais bilan carbone. Caramba ! C'est quoi ce funeste délire ? C'est quoi ces bombes incapacitantes, un chaos démocratique programmé ?

En ces temps d'austérité sans cesse répété, il faut un bilan comptable transparent, au jour le jour de ces dépenses militaires et policières totalement démesurées.

Un bilan santé environnement.

De même, c'est absolument nécessaire que les acteurs du Droit face œuvre de justice

pour rester réellement dans un Etat de Droit.

En ne confondant pas droit privé et droit public. L'ensemble des terres appartenant à l'Etat, c'est à dire appartenant à l'ensemble de la communauté française relève du droit public !

Face à l'urgence climatique, le futur des terres publiques à Notre Dames des Landes relèvent plutôt d'un débat public et citoyen, d'un débat parlementaire. Le pouvoir politique pour rester dans un Etat de Droit a comme mission de permettre le débat public et se doit de garantir une parole donnée. Nous en sommes très loin.

- **Reconnaissance d'une expérimentation bas carbone à la zad Nddl**

Revenons à l'**urgence climatique et sa conjugaison de solutions** à mettre en œuvre chaque jour, ce qui devrait être la feuille de route de tous, de l'Etat et aussi le contenu essentiel de ce qui se diffuse dans les médias.

La moyenne actuellement est de 10 tonnes d'émission de gaz à effet de serre par an pour un européen. Nous devons réduire à 2 t. par habitant et par an d'ici 2050.

Je suggère que l'Adème calcule le bilan carbone de la Zad. Il est sûrement exemplaire ! Nous devrions nous en inspirer chaque jour. Donc, il est très important que la société civile demande un droit à l'expérimentation très bas carbone sur la Zad Nddl !

Voilà qu'un pouvoir politique en place détruit ce vers quoi il nous faut aller pour le climat !...« J'hallucine » ou pas ?

- **Biens publics, Biens privés, Biens communs et Droit.**

L'écosystème climat est un Bien Commun que nous continuons à malmener très gravement.

Les ressources naturelles, les écosystèmes vivants sont des Biens Communs qui pour l'instant n'ont pas un corpus en Droit. Seul les Biens Publics et les Biens Privés ont un corpus en Droit. Il nous faut donc très sérieusement avancer vite sur le Droit des ressources naturelles et faire valoir l'écocide au niveau international et national.

Il est nécessaire de dire que des terres à Nddl sont un Bien Public mais sont aussi un Bien Commun par la qualité de la biodiversité. Poser ainsi les choses permet de penser l'avenir en fonction des enjeux vitaux de ce XXI ème siècle (climat, biodiversité, justice climatique ..etc).

Cela replace la question de l'occupation de ce lieu tout autrement. Un Bien Commun implique une gouvernance adaptée à cet enjeu, un corpus de droit spécifique au Vivant dans une conjugaison reliée au Bien Public.

Nous en sommes loin, mais cette perspective mérite d'être soutenue sans relâche par la société civile qui porte les valeurs des Biens Communs (ressources naturelles, connaissance et sens de la solidarité).

- **Quelques lectures pour ne pas se perdre dans ce chaos orchestré**

Au vu de ce déploiement militaire notamment à la Zad Nddl nous pourrions envoyer quelques lectures à L'Elysée comme :

Surgissement d'un nouveau monde, Marc Luykx Ghisi, Alphée, 2010.

Comment tout peut s'effondrer, Pablo Servigne, Raphaël Stevens, Seuil, 2015.

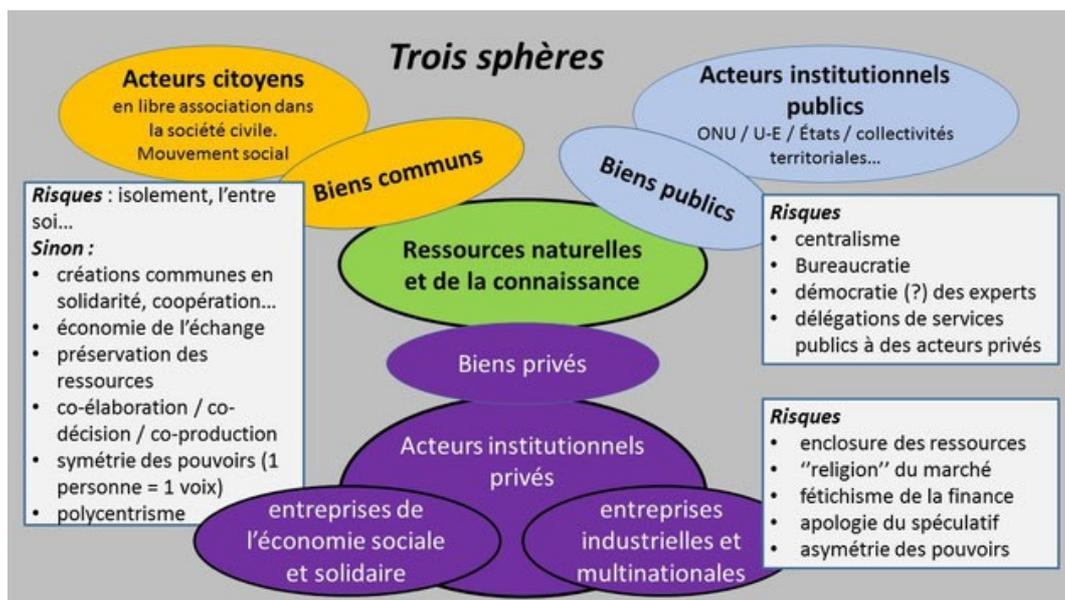
Pour éviter le chaos climatique et financier, une solution scandaleusement simple, Jean Jouzel et Pierre Larrouturou, Odile Jacob, 2017

Un nouveau droit pour la terre, Valérie Cabanes, seuil, 2016.

Pour respirer et vivre : Le Vie secrète des arbres, Peter Wohlheben, les Arènes, 2017.

La gouvernance des biens communs, pour une nouvelle approche des ressources naturelles, d'Elinor Ostrom, Boek 2010 en France, 1990 aux Etats Unis ! (voir le schéma ci-joint).

Voici un beau schéma qui intègre la question de la vie, du vivant comme Bien Commun.



Elinor Ostrom, première femme **prix Nobel d'Economie en 2009**.

Mais, nous pouvons supposer qu'ils ont connaissance de ces lectures... alors pourquoi cette précipitation militaire typique du XXème siècle ? De plus en enfumant la pensée avec des confusions délétères, comme celle volontaire entre propriété privée et publique !

- **Des médiateurs pour les biens communs et l'urgence climatique**

pour la Zad et tous les territoires.

Alors, cela suffit les batailles militaro-industrielles qui occupent la scène médiatique mais ne préparent nullement notre futur, c'est irresponsable d'opter pour cette vision de l'information. L'urgence climatique et les ressources naturelles attendent d'autres récits clés pour nos citoyennetés actives mais très malmenées !

Cela suffit toutes ces informations qui ne savent pas mettre au centre de leur analyse le climat et le bilan carbone de chaque choix politique, ni faire une pédagogie incitative pour la réduction de notre bilan carbone !

Par ailleurs, il nous faut des universités populaires et classiques qui forment des médiateurs pour la paix en lien avec les enjeux climatiques, les ressources naturelles et les solutions à négocier.

Il y a sûrement des discussions en cours avec les associations et les habitants de Zad NddL. Espérons qu'ils trouveront de grands médiateurs de confiance qui ouvrent la question de l'urgence climatique et du Bien Commun pour les discussions avec la préfecture et donc avec le gouvernement.

Soutenons fortement la présence de ces médiateurs pour des choix qui mettent le Bien Commun Climat au centre des négociations à NddL, mais aussi pour l'avancement des discussions pour le climat sur tous les territoires.

- **Construire la résilience des territoires : la Zad NddL y est déjà !**

Le climat n'attend plus ... il nous reste un an pour trouver un budget européen à ce sujet, puis mettre rapidement un grand processus de transition en route. Les habitants de la Zad sont déjà dans la transition !

Les petites demeures de la zad sont une expérience à valoriser sans hésiter, pour nous préparer à être résilients face au chaos climatique et financier qui se profile.

Détruire ces demeures bas carbone, c'est empêcher la diffusion d'un processus collectif de résilience. C'est un acte extrêmement grave au regard de l'urgence climatique qui nous tenaille et des processus de résilience dont nous aurons âprement besoin (cf. Institut Momentum).

- **Pas de séquestration sur un Titanic géant !**

Ce refus de prendre la question du climat à bras le corps au plus haut niveau de l'Etat français est une manière de vouloir nous séquestrer sur un Titanic géant. Comprenez bien que nous n'y tenons absolument pas. Nous le ferons savoir de mille manières et nous continuerons de construire avec détermination des solutions pacifiques pour ce XXIème siècle.

Respecter ces solutions citoyennes et associatives pour une justice climatique planétaire c'est rester dans un Etat de Droit. Vouloir les détruire à la Zad c'est aujourd'hui une déclaration de guerre inadmissible à la citoyenneté au monde.

Ignorer cela à la Zad ou ailleurs, ou encore empêcher le développement d'une citoyenneté active au monde pour tous est une option très grave dont il faudra rendre compte du côté politique et du côté de la scène médiatique dominante.

Les citoyens du monde et les associations donnent beaucoup de temps bénévoable. Ils construisent pour les générations futures, pour la justice climatique, pour la paix, pour les Biens Communs. Ils en ont plus qu'assez des piétinements et pirouettes politiques au service de biens privés... *La vie c'est autre chose... Qu'on se le dise !*

Le climat n'attend plus !!!

Armina Knibbe
Citoyenne du monde
Psychologue territoriale à la retraite.
Présidente du Réseau Cohérence et
Membre du Ceser de Bretagne 2011-2014
15 avril 2018

Ps : 16 avril 2018, le choix politique d'une attaque militaire contre une occupation bas carbone d'un Bien Public mérite **un tribunal citoyen** (cf. Tribunal Monsanto à La Haye) qui analyse les faits au regard du bilan carbone de l'opération militaire, de ce Bien Commun et de l'urgence climatique.

Il est clair que 2,5 médiateurs choisis par les associations et les habitants de la Zad pour envisager l'avenir des parcelles de ce Bien Public et Bien Commun aurait été suffisant si le pouvoir politique avait fait le choix de faire œuvre pédagogique et d'intégrer la question du futur de la Zad dans les exigences de l'Accord sur le Climat de Paris.

Mais au plus haut niveau de l'Etat français de ce dimanche 15 avril 2018, il n'y a pas d'enjeux urgents pour le climat ... il n'y a pas de Bien Public, encore moins de Bien Commun et de respect du vivant... il y a « un salon privé » !

C'est de cela qu'un tribunal citoyen doit se saisir : pas de médiateurs, mais un déploiement militaire très haut carbone pour défendre « un salon privé » !

18 avril 2018 : Sur le foncier, sujet complexe voir l'intervention de J.Bové sur Médiapart. Une médiation compétente pour la négociation avec le gouvernement c'est la solution d'avenir. Exigeons la !